

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Michaille

Prénom : Patrick

Institution ou entreprise : SFEN Groupe régional Sud

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Réflexions sur la gestion de crise

Résumé de votre contribution :

On aborde les différents thèmes proposés en incluant un retour d'expérience personnel. On suggère : la création d'une structure légère dédiée pour le management des crises (Ministère des risques majeurs) ; le regroupement dans un même ministère, copié du MITI japonais, de l'industrie, l'innovation et la maîtrise des matières stratégiques (ex DGEMP), pour assurer la relance de l'économie ; la relance du fret ferroviaire au moyen de wagons porte-conteneurs autonomes en motorisation et pilotage.

1. Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?

Pour toutes les espèces vivantes, la nature est une ressource (écosystème), qui nourrit mais peut aussi détruire. Un dérèglement dans le milieu naturel se paye, tout d'abord localement (pollution), et peut se généraliser en raison des déplacements humains (peste noire du Moyen-âge) ; aujourd'hui, les déplacements rapides et fréquents augmentent ce risque.

- 1) **Repenser nos relations avec la nature** : Les expériences d'agriculture bio montrent que la qualité peut l'emporter sur la quantité, y compris sous un angle économique. L'expérience européenne doit être généralisée en Europe, en limitant les importations des pays qui ne respectent pas les mêmes règles.

Incitations : Pour les agriculteurs, satisfaction d'un travail de qualité valorisant, plutôt qu'une course à la production pour payer les dettes. Pour les acheteurs : plaisir d'échanger avec les producteurs sur les marchés, plutôt qu'une relation de supermarché déshumanisée.

- 2) **Se prémunir des risques** : Prendre des contre-mesures pour cloisonner la transmission des maladies. On l'a fait pour lutter contre le terrorisme (détection d'armes par rayons-X). Il faudra donc mettre en place des tests rapides de dépistage avant d'entrer dans les avions (température, test sérologique rapide).

[Anecdote : Quand je naviguais en Manche dans les années 70, on n'avait pas le droit de débarquer sur les îles anglo-normandes de chiens de compagnie. Cette mesure était comprise et acceptée.]

2. Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

La garantie de la sécurité des citoyens est le premier des droits et devoirs régaliens. L'image (erronée) de guerre a été employée par le Président de la République. « Gouverner, c'est prévoir » : la prévision, et la prévention, sont au cœur de la gouvernance des États. Il faut donc avoir des grandes antennes, pour amplifier les bas bruits qui peuvent impacter notre nation.

Missions de prévention des risques : S'agissant des risques sanitaires, la France est réputée pour un haut degré de protection. Pour autant, la différence avec l'Allemagne est frappante, et devra être étudiée sans tabou et comprise pour en tirer les leçons pour l'avenir, notamment en matière de **régulation des acteurs**. Les antagonismes entre instituts de recherche (INSERM) et médicaux (IHU de Marseille) est frappante : la médecine est l'art de soigner, la science a pour objet la connaissance, ce qui n'est pas la même chose !

Le principe de précaution doit être expliqué à la population pour ne pas servir de fourre-tout. On rappelle qu'un risque s'évalue en fréquence et en conséquence. Quand on sait évaluer ces deux paramètres, on parle de prudence, et on se garantit du risque avec une assurance. Quand les conséquences peuvent être graves mais la fréquence très faible (risques industriels majeurs), on parle de prévention, et on se garantit en mettant des barrières entre la source et la population ainsi que l'environnement (dans le cas du nucléaire, trois barrières sont exigées). Ce n'est que quand on ne peut évaluer ni les conséquences ni la fréquence qu'on parle de précaution : on prend les mesures immédiates les plus appropriées, et on lance les études pour mieux définir le risque réel.

Quel **coût** sommes-nous collectivement prêts à payer pour nous **protéger de risques extrêmes** (terrorisme, épidémie, crise financière, panne électrique ou informatique de grande ampleur, attaque chimique, guerre, etc.). Il s'agit d'évaluer les conséquences d'une agression si elle se produit : en dégâts matériels, en nombre de morts, mais aussi de destruction de la société. Par rapport à la société d'avant les années 60, où la France était en guerre, la sensibilité à la mort est désormais exacerbée. Mais il meure quelque 600.000 Français par an, en moyenne 50.000 par mois ! On voit qu'à ce niveau, on a besoin de spécialistes des sciences humaines, car on échappe au domaine de la raison : même le mot « mort » est devenu tabou !

Commentaires : Combien a coûté aux Soviétiques l'implosion de l'URSS ? Chômage, alcoolisme, système médical et éducatif anéantis, morts prématurées ... En Occident, peu de gens s'en sont préoccupés, obnubilés qu'ils étaient par la catastrophe de Tchernobyl, qui n'a fait – en France - que des victimes virtuelles des médias.

Combien ont coûté les chocs pétroliers de 1973 et 1976 ? Comment aurait-il fallu les anticiper ?

En ce qui concerne une **panne électrique** de grande ampleur (« *black out* »), les évaluations se montent à plusieurs milliards d'euros par jour pour la France (étude de l'Université d'Innsbruck), or si tout le réseau européen s'écroule, il faudra une semaine pour le remettre en état. Le coût pour la France sera de l'ordre de celui d'un EPR, qui aurait permis d'éviter cet effondrement. Or la politique actuellement menée vise à fragiliser le réseau électrique en y introduisant des sources intermittentes subventionnées, à l'opposé de toute raison technique et économique : qui s'en soucie ? Quel coût aura cette perversion de la rationalité quand on évaluera les conséquences en termes de retard sur la lutte contre changement climatique ?

Là encore, la transparence des options rationnelles doit être privilégiée pour soumettre aux Français (ou à leurs représentants élus) des options claires ; mais pour l'instant, la désinformation bat son plein, quand plus de la moitié de la population « croit » que le nucléaire émet du CO2 !

Comment accroître l'adaptabilité et la résilience des services publics ?

La cindynique est la science du danger, du risque et de la prévention. Elle mériterait un **ministère** dédié (ministère des risques majeurs), pour couvrir de façon transverse tous les risques naturels, techniques, industriels et leurs impacts sanitaires et environnementaux, et gérer, avec l'appui de psychologues et de sociologues, les « peurs » d'une population qui refuse le mot même de « mort ». On ne peut lutter contre un fléau en le niant : il y a toute une éducation de la population à faire (ou refaire) depuis que les médias, largement amplifiés par les réseaux sociaux, font régner le mensonge virtuel.

Quelles leçons peut-on tirer dans l'immédiat de l'impact du covid-19 sur la réponse française ?

- Une prise de conscience trop tardive : mauvaise écoute des signaux précurseurs faibles (qu'ont fait les ambassades en Chine - aux niveaux français et européen) ?

- Préparation insuffisante : masques et gants indisponibles. Or depuis janvier, on avait le temps de s'approvisionner, et de planifier des capacités de production. Ce sont les outils dont, non seulement les soignants, mais toute la population peut se saisir, pour agir chacun à sa mesure : il ne faut pas uniquement punir la population en la confinant, mais lui donner aussi la possibilité de combattre à son échelle, en lui donnant les armes défensives, ou sinon, la possibilité de se les fabriquer.

- Déni d'une capacité de renforcer les défenses de l'organisme avec des médications – certes partielles, mais disponibles et peu coûteuses. Une impression d'amateurisme, alors qu'il aurait fallu un pilote crédible de par sa communication et son efficacité, conditions indispensables pour exiger beaucoup des citoyens.

- Impression d'absence de dialogue au niveau européen : chaque pays peut avoir sa propre stratégie en fonction du contexte local, mais si on veut garder le prestige de l'Europe, il faut que les gouvernements échangent leurs expériences et se coordonnent.

Quelles missions faut-il qu'elle [la puissance publique] prenne en charge elle-même, au nom de la souveraineté, et que peut-elle déléguer sans dommages aux acteurs privés et au marché ?

Gérer une crise fait appel au paroxysme de la capacité de management. La formule emblématique « ne rien faire – tout faire faire – ne rien laisser faire » doit être mise en application de façon d'autant plus prégnante. Expliquer, communiquer, donner des ordres, contrôler qu'ils sont respectés, exiger de rendre compte, prendre des avis et décider, j'imagine que c'est ce qu'on apprend dans toutes les Écoles de guerre. Tout le reste peut être sous-traité, mais la communication et le contrôle relèvent de l'Etat.

J'ajoute que souveraineté ne veut pas dire repli sur soi : l'Europe doit agir de façon coordonnée, c'est pourquoi il devrait y avoir un Ministère aux risques majeurs dans chaque état de l'Union européenne, qui soit en étroite liaison avec ses homologues tout au long de la crise.

Anecdote : Après la catastrophe de Tchernobyl, les états de la CEI ont mis en place un « Ministère de Tchernobyl » pour gérer les conséquences sanitaires, sociales et environnementales. Il se sont transformés, dix ans après l'accident, en « Ministères des situations extrêmes ».

Bonnes pratiques : L'IRSN dispose d'un centre de crise nucléaire. Après l'accident nucléaire de Fukushima, EDF a mis en place une Force d'action rapide nucléaire (FARN). Ce type de mesure me semble exemplaire.

3. Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

Effectivement, dans les années 80, la France gérait 50% des métaux rares mondiaux dans l'usine Rhône-Poulenc de La Rochelle. Il faut gérer les ressources stratégiques, en limitant l'impact sur l'environnement suivant nos normes, au lieu de laisser les pays pauvres polluer la planète : c'est un objectif autant humanitaire et environnemental que commercial. Il en est de même pour l'énergie : si le programme nucléaire a été lancé en réponse au chocs pétroliers, c'est pour garantir notre approvisionnement en énergie. L'achat à la Chine d'aérogénérateurs et de panneaux photovoltaïques, met à mal cette orientation d'autosuffisance. Une production européenne permettrait seule de justifier que des subventions leur soient encore payées par les contribuables.

Pareillement, il n'y a pas de raison que les produits stratégiques en cas de crise, y compris de simples masques sanitaires, ne soient pas prévus d'être produits en Europe et en France en cas de crise. Il faudrait pour cela organiser et financer un mécanisme de capacités, comme cela existe pour suppléer l'approvisionnement en électricité par les sources intermittentes, les nuits sans vent !

Faut-il pour autant revoir la politique de souveraineté et les frontières ? Ce serait « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Nous avons, avec l'Europe, un espace économique suffisamment vaste pour assurer notre développement et notre bien-être, cultivons-le ! Ensemble, nous pourrions lutter contre les menaces extérieures, pour l'instant les Etats-Unis et la Chine, peut être plus tard d'autres pays comme la Russie. L'exemple du Brexit sera riche d'enseignement pour mettre en exergue tout ce que nous perdrons à défaire l'Union européenne. Mais cela signifie aussi une plus grande discipline interne, pour avoir un même corpus de valeurs. Pour les pays qui ne se plient pas à la vie commune, la porte est ouverte pour sortir.

L'épreuve du covid-19 est donc l'opportunité pour démontrer la solidité de l'Union sans les Britanniques, il faut tout faire pour la renforcer, tant au plan militaire que civil.

4. Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?

En matière de résilience, on peut noter le relâchement des mœurs sociales, sauf dans des professions encadrées (militaires, agents de centrales nucléaires, etc.) Le confinement exacerbe les différences de comportement, entre les classes sociales éduquées et celles qui n'ont pas mis à profit la scolarité, gratuite en France (rappelons-le, on semble avoir oublié ce grand progrès de nos démocraties européennes !). La fracture apparaît plus au niveau des logements, quand ceux qui vivent en ville n'ont plus accès aux « espaces verts ». D'ailleurs, était-il indispensable d'avoir un confinement aussi draconien, qu'on ne puisse plus se promener à distance, voire se baigner en mer ? Les mesures sont outrancières, c'est elles qui créent des écarts, alors que des mesures simples (distanciation, avec gants et masques) auraient allégé notablement les souffrances psychologiques.

C'est la rançon d'un modèle de société basé sur l'égoïsme et la valorisation du travail de bureau : c'est cela qu'il faudrait changer. En fait, on gagne très bien sa croûte comme soudeur qualifié : encore ne faut-il pas que « l'éducation nationale » (quelle prétention dans cette appellation !) dévalorise le travail manuel, comme c'est encore trop souvent le cas. Regardons comme cela se passe dans les pays germanophones, et prenons-les comme modèles, en sachant adapter à notre culture.

Avec le machinisme, l'ouvrier est devenu esclave de la machine et des cadences (cf. « Les temps modernes » de Charlie Chaplin). Puis, du taylorisme, on est passé à la robotisation, en chassant l'ouvrier. Mais il y a une chose que le robot ne peut pas acquérir, c'est le sentiment d'humanité, de compassion, d'amour. Ce sont des valeurs qui, espérons-le, resteront « gratuites » mais qu'il faudra récompenser selon d'autres critères que ceux du management professionnel qui, ces dernières années, crée une atmosphère d'angoisse pour faire décroître les effectifs, afin de faire monter le cours des actions. On peut imaginer des avantages en nature facilitant les conditions de vie, mais ces avantages catégoriels semblent passés de mode. En tout cas, la reconnaissance du travail accompli reste une gratification importante, qu'il ne faut pas négliger (pyramide de Maslow). Et il ne faudra pas oublier d'inviter les bataillons de sauveteurs et urgentistes à défiler, lors des célébrations du 14 juillet, sur les Champs Élysées !

5. Quelle voie pour une économie soutenable ?

L'ouverture brutale des vannes du crédit, après les ratiocinations sur les retraites qui ont duré plus de deux ans, est une conduite que les gens comprennent sur le coup (pour éteindre l'incendie, on ne rationne pas l'eau, on l'a vu à Notre Dame), mais qui n'est pas soutenable. Il faudra un cap clair et une politique d'explication convaincante pour reprendre la barre. En ce qui concerne les perspectives d'avenir, outre de garder dans un premier temps le niveau d'activité permettant de conserver un minimum d'indépendance (agriculture, énergie, matières primaires stratégiques et leur transformation, produits pharmaceutiques, etc.), il faudra relancer l'économie vers des secteurs d'avenir. Une idée qui m'a séduit est de créer un ministère de l'industrie et de la recherche, comme le MITI au Japon. Il faudrait y rattacher la DGEMP, avec l'objectif de maîtriser nos importations stratégiques, objectif d'indépendance bien plus important que le climat pour l'avenir proche.

En matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, il faut allier économie et efficacité, chiffrer le coût de la tonne de CO₂ évitée, et hiérarchiser les mesures pour en obtenir au plus tôt des résultats tangibles. 1) En matière de chauffage, privilégier les pompes à chaleur, les rénovations étant nécessairement longues et coûteuses, et établir les critères d'isolation en termes d'énergie effectivement dépensée pour le chauffage (et non d'énergie primaire, qui disqualifie artificiellement en France l'électricité décarbonée à 93%). 2) En matière de déplacements, favoriser les transports en commun électrifiés, et soutenir les efforts vers des véhicules peu polluants (vélos et scooters électriques en ville ; objectif de 2 litres aux 100 km pour les véhicules à moteur à explosion, véhicules hybrides ou électriques, moteurs à hydrogène pour les flottes captives. 3) En matière de fret, favoriser le **transport de conteneurs par wagons autonomes** (technologie beaucoup plus accessible sur des voies ferrées à une dimension que sur des routes à deux dimensions). 4) En matière de production d'électricité, arrêter de subventionner des sources intermittentes qui a) nécessitent des importations de matériels, b) fragilisent et rendent instable le réseau, c) provoquent un dérèglement des prix, au point de les rendre négatifs au niveau des producteurs, alors que le consommateur doit payer toujours plus pour cette gabegie.

(Exemples : faillite d'Enron en Californie en 2001 ; effondrement du réseau d'Australie du Sud, en 2016, quand les sources intermittentes sont passées de 35% à 50% de fourniture.)

*Les niveaux de dépenses publiques franchiront de fait un nouveau palier, qui nous oblige à poser la question de leurs modalités de financement, dans une perspective de justice et de soutenabilité : dette, fiscalité, monnaie et intervention des banques centrales ? Et comment s'articuleront les **niveaux nationaux, intergouvernementaux, et européens** ?*

Nul doute qu'il faudra payer la facture : avant l'euro, il suffisait de dévaluer la monnaie pour payer ses dettes, mais ce n'est plus guère possible. Pour que l'euro reste attractif et les intérêts des prêts faibles, il est nécessaire de rassurer les prêteurs. On peut se demander cependant ce que signifie la masse d'argent en transit dans le monde, qui représenterait 3 fois (d'après Th. Piketty) la valeur réelle des actifs.

La dette pourra être allégée au plan international si les bons du trésor sont souscrits au niveau national par les ressortissants français, ou plus généralement au niveau de l'euro par les ressortissants des pays de la zone euro. Pour ne pas dépendre d'autres pays (USA, Chine, pays producteurs de pétrole), il faudra que

l'argent des Européens soit investi en Europe, comme les Japonais financent eux-mêmes leur dette nationale.

La question se pose pour les pays de l'UE hors zone euro. Si on peut penser que les pays scandinaves (Suède, Danemark) ont une économie et une société suffisamment solides pour gérer leur dette par eux-mêmes, les pays de l'Est paraissent plus fragiles. Ce pourrait être l'occasion de mettre des exigences de démocratie dans l'aide que la zone euro pourra leur apporter. Les exclure présente le risque qu'ils tombent dans les bras des Chinois ou des Russes. Il faudra donc beaucoup de diplomatie en Europe pour 1) profiter de la crise pour renforcer la cohésion entre les pays de tête prêts à une plus grande intégration ; 2) ne pas perdre les pays de queue, mais continuer à leur tendre la main.

6. Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Le gouvernement a effectivement donné l'impression d'impréparation, avec la disparition des masques sanitaires et une communication fluctuante. Il n'est pas si difficile de dire et faire comprendre la réalité, avec un minimum de pédagogie : Dire que la médecine, qui est l'art de soigner, n'est pas la science, qui recherche la connaissance, et que leurs rythmes sont différents. Et il n'y a pas de honte à dire qu'on ne sait pas, face à l'inconnu, mais qu'on travaille dans telle direction et qu'on en rendra compte régulièrement. Les atermoiements sont, de nos jours, immédiatement exploités par les réseaux sociaux qui se nourrissent de canulars.

En ce qui concerne le changement climatique, il faut avoir un langage rigoureux : pourquoi parler d'électricité « verte », d'énergie « propre » ? Derrière ces mots creux se cachent toutes les manipulations possibles.

En particulier, il faut arrêter de jouer à cache-cache avec le nucléaire. Il n'y a pas de honte à dire que c'est une source d'énergie décarbonée et qui assure l'indépendance énergétique de la France en matière d'électricité. Qu'elle produit de la chaleur, qui peut être utilisée pour les procédés industriels, le chauffage domestique ou celui des serres, et qu'elle produit de l'électricité, avec autant de souplesse en France que les autres centrales thermiques fossiles. Mais que c'est un procédé à risque, qui justifie toutes les mesures de prévention qui sont prises. Le nucléaire se développe dans le monde, en Asie et en Amérique, et l'attitude d'abandon de l'Allemagne (après l'Italie) reste exceptionnelle dans les pays développés.

Tant qu'on mentira sur le nucléaire, on ne pourra pas avoir un langage crédible sur la pollution des villes (qui touche les habitants) et des sols (qui touche la biodiversité), ni sur le climat.

7. Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

La souveraineté numérique, deux pays l'ont : les Etats-Unis et la Chine, car leur population éduquée est suffisamment nombreuse. Ce n'est qu'au niveau européen qu'on pourra un tel nombre de clients, mais se pose la barrière de la langue. Faudra-t-il adopter le globish, ou bien l'esperanto ? Cette question est fondamentale pour la création d'une fédération des pays d'Europe les plus volontaires.

En société, la liberté résulte de la délégation volontaire de certains droits à l'État, en contrepartie de la protection que l'État assure au citoyen, dont la sécurité (dans le cas présent - sécurité sanitaire). On accepte d'être fouillé à l'entrée d'un avion pour ne pas risquer l'explosion d'une bombe. La « bombe » virale tue également, de façon aveugle. Les citoyens devraient donc être demandeurs que l'État garantisse que lorsqu'ils prennent le bus ou le métro, ils n'attrapent pas le virus, que les passagers portent bien gants et masques et ne soient pas en contact étroit. Les personnes contaminées devraient donc être exclues provisoirement des transports en commun et des lieux de regroupement, chacun devrait porter une carte de santé, ce qui requiert de disposer de tests rapides, renouvelés quotidiennement.

À quoi servira de savoir qu'une personne contaminée a pris le métro plusieurs jours avant et qu'elle a pu contaminer des milliers de passagers avant qu'elle n'ait eu des symptômes justifiant une détection ? Je vois mal le caractère opérationnel d'une telle procédure, qui ne fera qu'ostraciser les porteurs de virus détectés, avec en plus le sentiment de culpabilité d'avoir propagé la maladie.

Avant de parler des moyens, il faut bien définir le besoin, et les conditions opérationnelles de sa mise en service.